

Les investissements étrangers en Israël chutent de moitié depuis le massacre de Gaza

Par Ali Abunimah, 25 juin 2015

Les investissements étrangers en Israël ont chuté de près de 50 % en 2014, un fait attribué à l'offensive de l'été dernier sur Gaza et à l'impact grandissant des boycotts.

Cette semaine, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son Rapport annuel sur l'investissement dans le monde qui traite des investissements directs étrangers (IDE) – la masse monétaire que des investisseurs de l'étranger introduisent dans un pays pour investir dans des entreprises, construire des usines ou lancer d'autres projets économiques.

Selon le rapport, les IDE en Israël sont passés de 12 milliards de dollars environ en 2013 à tout juste 6.4 milliards de dollars en 2014.

Le chiffre de 2014 semble avoir atteint son niveau le plus bas depuis plus d'une décennie. Les investissements directs étrangers en Israël atteignaient en moyenne environ 9 milliards de dollars par an entre 2005 et 2012.

« Nous croyons que les causes de la baisse des investissements en Israël sont l'Opération Barrière protectrice et les boycotts que subit Israël », a déclaré Roni Manos, un économiste israélien, co-auteur du rapport, au site israélien Ynet.

« L'Opération Barrière protectrice » est le nom qu'a donné Israël à son offensive de 51 jours, l'été dernier, qui a

ravagé une grande partie de Gaza et tué plus de 2200 Palestiniens dont 551 enfants.

Suivant la tendance mondiale, les IDE ont baissé dans d'autres pays de la région, mais aucun d'eux n'a connu une baisse aussi forte qu'en Israël. Les IDE ont baissé de 1,7% en Turquie, de 6,8% en Irak, de 4% aux Emirats Arabes Unis et de 9,6% en Arabie Saoudite. Par contre ils ont augmenté de 6,6% au Liban.

L'Iran, qui a subi de lourdes sanctions internationales, a vu ses investissements extérieurs diminuer d'environ un tiers, atteignant un peu plus de 2 milliards de dollars.

« Les touristes ne viennent plus »

La nouvelle de la fuite des investisseurs n'est que le dernier coup porté à Israël suite à son offensive sur Gaza.

En mai, Ynet a révélé une chute spectaculaire du nombre de visiteurs dans le pays dans un article intitulé « Les touristes ne viennent plus en Israël ».

Pendant l'offensive sur Gaza, des organisations de la résistance palestinienne ont considéré comme un succès stratégique important d'avoir pu contraindre à la fermeture du principal aéroport international d'Israël pendant plusieurs jours, portant un sérieux coup à l'économie et à la réputation d'Israël.

Mais, semble-t-il, les dommages durent plus longtemps que la fermeture de l'aéroport.

« Malgré l'espoir d'une reprise deux ou trois mois après l'opération de l'été dernier à Gaza, il semble que la crise ne fait qu'empirer », rapporte Ynet, « le nombre de touristes diminue, le nombre de séjours à l'hôtel chute et le nombre de voyages organisés a considérablement baissé. »

Ynet cite des chiffres de l'Association des hôteliers israéliens qui indiquent une baisse de 28% des séjours

touristiques au premier trimestre de l'année, et certaines régions dont la station balnéaire d'Eilat sur la Mer Rouge (destination balnéaire très vendue aux Européens) ont connu une baisse de 51%.

L'article cite un tour-opérateur qui dit qu'il n'attend pas une amélioration de la situation l'année prochaine. « Il ne nous reste plus que les pèlerins et les touristes juifs », s'est plaint le tour-opérateur. Il ajoute que les touristes religieux chrétiens ont passé la majeure partie de leur temps dans la ville palestinienne de Bethléem en Cisjordanie occupée.

Domages économiques

Cette semaine, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a publié son rapport indépendant sur l'offensive de Gaza et sur la répression violente qu'Israël a exercée simultanément en Cisjordanie occupée, constatant les nombreux crimes de guerre probablement autorisés au « plus haut niveau » du gouvernement israélien.

L'enquête de l'ONU, qui cite des chiffres de la Banque d'Israël, indique aussi que « l'Opération Barrière protectrice a entraîné une baisse de la production dans les secteurs du tourisme et de l'industrie » en Israël au coût d'environ 900 millions de dollars et a entraîné 440 millions de dollars de plus de « dommages indirects ».

Les dommages économiques que s'inflige Israël en poursuivant son régime d'occupation, d'apartheid, de siège et de massacres de Palestiniens pourraient augmenter plus rapidement que prévu.

Cela pourrait permettre d'expliquer pourquoi Israël redouble tant d'efforts pour essayer de stopper l'élan du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) qui se développe.

Traduction: E.C pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)